

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

TOUSSAINT LOUA

## **Le ralentissement de la population en France**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 17 (1876), p. 253-265

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1876\\_\\_17\\_\\_253\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1876__17__253_0)

© Société de statistique de Paris, 1876, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

---

N° 10. — OCTOBRE 1876.

---

### I.

#### LE RALENTISSEMENT DE LA POPULATION EN FRANCE.

Bien que de nombreux articles aient rendu cette question familière à nos lecteurs, notre journal ne pouvait passer sous silence les débats importants qu'elle a soulevés dans l'*Économiste français*; nous ajoutons qu'on nous saura d'autant plus gré de les reproduire que, sur les quatre documents que nous présentons, trois sont dus à des membres de notre Société.

L'arène reste d'ailleurs ouverte, et nous accueillerons avec plaisir les communications nouvelles qu'on voudra bien nous adresser. En attendant nous nous empressons d'insérer à la suite des quatre articles où la question est traitée, une note que notre collègue le docteur de Séré, vient de nous remettre sur le même sujet.

Lettre de M. Léonce de Lavergne (1)

au rédacteur en chef de l'*Économiste français*.

« Versailles, le 9 août 1876.

« Monsieur le Rédacteur,

« Permettez-moi d'appeler votre attention sur une question fort grave, qui ne me paraît pas étudiée, en France, avec le soin qu'elle mérite.

« Je veux parler du mouvement de la population. Il y a maintenant bien près de vingt ans que j'ai signalé dans la *Revue des Deux-Mondes* (livraison du 1<sup>er</sup> avril 1857) les faits affligeants révélés par le recensement de 1856. La population s'était toujours accrue en France avec une lenteur particulière; mais dans la période quinquennale de 1851 à 1856, le ralentissement avait pris les proportions d'un véritable désastre. Depuis ce moment, la population avait paru se relever un peu, quand est survenue la fatale guerre de 1870, qui nous a fait perdre, outre l'Alsace et la Lorraine, 550,000 habitants, par l'excédant des décès sur les naissances en 1870 et 1871.

« L'année 1872 avait présenté un résultat plus consolant. Les naissances s'étaient accrues, les décès avaient diminué, les mariages avaient atteint le chiffre le plus

---

(1) L'*Économiste français*, numéro du 19 août.

élevé qu'on ait vu et l'excédant des naissances sur les décès avait été de 172,936. C'était encore bien peu, sans doute, en comparaison des nations qui nous avoisinent, mais enfin c'était un signe favorable après tant de malheurs, et on pouvait espérer qu'avec le maintien de la paix la nation reprendrait peu à peu sa progression normale.

« Le tableau du mouvement de la population en 1873, publié dans l'*Annuaire de l'Économie politique*, vient de démentir cette espérance. L'excédant des naissances sur les décès n'a plus été que de 101,776, et les symptômes les plus inquiétants se sont reproduits. Dans 25 départements, les décès ont excédé les naissances. Ce triste résultat est dû à la fois à la diminution des naissances et à l'augmentation des décès.

« Voici, en effet, les chiffres :

	1872.	{ Naissances . . . . . 966,000 { Décès . . . . . 793,064 Excédant . . . . . 172,936		1873.	{ Naissances . . . . . 946,364 { Décès . . . . . 844,588 Excédant . . . . . 101,776
--	-------	---	--	-------	---

« On voit que les naissances ont diminué, d'une année à l'autre, de 19,636, et que les décès se sont accrus de 51,524.

« Je ne veux pas entrer aujourd'hui dans l'examen des causes. La principale a dû être la mauvaise récolte de 1873, mais elle n'est pas la seule, puisque la réduction est permanente et semble prendre le caractère d'une loi. Cette recherche sera nécessairement très-longue et très-complexe. Elle doit être constante, à la fois locale et générale, comme le mal lui-même. Je me borne, pour le moment, à la provoquer. Le public français paraît avoir pris son parti de la réduction de la population comme de l'augmentation du budget, deux faits qui ne sont peut-être pas aussi étrangers l'un à l'autre qu'ils en ont l'air. Cette insouciance doit avoir un terme. Il y va de l'existence même de notre nation, car : « Il n'y a pas, comme le disait déjà Rousseau au xviii<sup>e</sup> siècle, de pire disette pour un État que celle des hommes. » Pendant que nous restons stationnaires ou que nous reculons, l'Angleterre et l'Allemagne s'accroissent chacune de plus de 400,000 âmes par an, ce qui fait 4 millions en dix ans.

« Je joins ici le tableau des naissances et des décès en 1873, tel qu'il a paru dans l'*Annuaire*, avec l'indication de la différence pour chaque département. On y puisera des renseignements utiles pour l'enquête devenue plus que jamais nécessaire. On remarquera, par exemple, que les départements de l'ancienne Normandie présentent de forts excédants de décès, et les départements bretons, au contraire, de forts excédants de naissances.

« Recevez, etc.

*Mouvement de la population en 1873.*

DÉPARTEMENTS.	NAIS- SANCES.	DÉCÈS.	EXCÉ- DANT de nais- sances.	EXCÉ- DANT de décès.	DÉPARTEMENTS.	NAIS- SANCES.	DÉCÈS.	EXCÉ- DANT de nais- sances.	EXCÉ- DANT de décès.
Ain . . . . .	8,579	8,563	16	16	Aude . . . . .	7,916	7,615	301	301
Aisne . . . . .	13,408	12,521	887	887	Aveyron . . . . .	12,403	10,861	1,542	1,542
Allier . . . . .	10,999	7,349	3,650	3,650	Bouches-du-Rhône . . . . .	15,608	15,333	275	275
Alpes (Basses-) . . . . .	3,386	3,663	-277	277	Calvados . . . . .	9,137	11,203	-2,066	2,066
Alpes (Hautes-) . . . . .	3,422	3,506	-84	84	Cantal . . . . .	6,015	5,680	335	335
Alpes-Maritimes . . . . .	5,734	5,769	-35	35	Charente . . . . .	8,470	9,162	-692	692
Ardèche . . . . .	11,254	11,189	65	65	Charente-Inférieure . . . . .	10,317	10,866	-549	549
Ardennes . . . . .	7,735	6,456	1,279	1,279	Cher . . . . .	9,170	6,886	2,284	2,284
Ariège . . . . .	6,445	5,984	461	461	Corrèze . . . . .	9,271	9,113	158	158
Aube . . . . .	5,150	5,410	-260	260	Corse . . . . .	7,867	6,115	1,752	1,752



« D'autre part, pour bien juger de la portée du phénomène signalé par M. de Lavergne, ce n'est pas année par année qu'il faut le considérer, mais dans la moyenne; et celle-ci ne sera tout à fait vraie que lorsqu'on connaîtra les chiffres de la période 1872-1876, si toutefois le recensement prochain a lieu dans les premiers jours de 1877, ou dans les derniers de 1876, de façon à donner le mouvement de 1876, ainsi que les sociétés de statistique et d'économie politique en ont exprimé le vœu. En l'état, si l'on prend la moyenne de 1872 et 1875, soit la moitié du total des deux accroissements (274,712), on trouve une augmentation moyenne annuelle de 137,356, qui n'a rien d'alarmant, et qui donne un accroissement de 1 million et un tiers de million en dix ans, à ajouter aux 36 millions actuels. M. Garnier ne souhaite point que cet accroissement s'accélère, tant que la culture, l'industrie et le commerce ne prendront pas un développement qui assure le maintien de l'équilibre entre la population et les subsistances. Et si toutes ces améliorations, qui vont assez lentement, se trouvaient dépasser, dans les dix années, la proportion habituelle, il n'en pourrait résulter qu'une plus grande aisance : ce qui est précisément le but à poursuivre.

« On opposera à M. Garnier l'exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne, dont la population s'accroît de 400,000 âmes par an, soit 4 millions en dix ans. Mais il faut remarquer d'abord, répond-il, que, sur ce chiffre de 400,000, l'émigration prélève un large tribut, et il y a fort à dire sur les émigrations qui enlèvent à un pays ses hommes les plus actifs et les plus entreprenants, et emportent avec eux des capitaux considérables. Pour le reste, il n'y a rien à dire si l'Angleterre et l'Allemagne sont dans la situation prospère que M. Garnier vient de caractériser. Mais s'il n'en est pas ainsi, comme on peut le craindre, leur accroissement de population n'aboutit qu'à un accroissement de misère : résultat que la France n'a pas à leur envier. En tout ceci, ajoute M. Garnier, il ne s'agit pas de la disette d'hommes dont parle Rousseau et que rappelle M. de Lavergne : il n'y a pas disette d'hommes en France. Il s'agit seulement de savoir si, passé 36 millions, les Français doivent s'accroître plus ou moins vite. Or un accroissement lent est préférable, parce qu'il permet à l'aisance de s'accroître proportionnellement, et M. Garnier pense, avec Rossi, que 2 millions de Suisses prospères valent mieux que 8 millions d'Irlandais misérables.

« Quant à l'enquête réclamée par M. de Lavergne, M. Garnier demande par qui elle pourra être faite. Les préfets et les maires lui semblent peu aptes à ce travail. Une commission parlementaire ou administrative ne lui inspirerait pas beaucoup plus de confiance. Il ne voit guère que des travailleurs, des publicistes épars, intelligents et laborieux, qui puissent, en dehors de toute action officielle, rechercher, assembler et interpréter les documents propres à expliquer le mouvement de la population. Où M. Garnier se trouve d'accord avec M. de Lavergne, c'est sur la question des gros budgets. Il accorde volontiers que l'accroissement du budget n'est peut-être pas étranger au ralentissement de la population, et même « peut-être » lui semble être ici de trop. Toute dépense publique, en effet, nécessite un prélèvement sur le revenu des familles, et appauvrit la population, dont une partie, obligée de se priver davantage, souffre davantage aussi et meurt plus vite, et dont l'autre partie réfléchit davantage, limite volontairement les naissances en prévision des souffrances, des privations et des morts. Sur cette question, conclut M. Garnier, l'imprévoyance du public tient à son irréflexion, à son ignorance; il pense, en gé-

néral, qu'on ne saurait trop multiplier les dépenses publiques; que cela fait travailler, fait « aller le commerce », et il applaudit à tout ce qui est fait dans ce sens par les pouvoirs publics. »

---

Article de M. Antony Roulliet.

LE MOUVEMENT DE LA POPULATION EN FRANCE DE 1800 A 1875.

L'*Économiste français* du 19 août a publié une importante lettre de M. Léonce de Lavergne, membre de l'Institut, qui, avec la juste considération qui s'attache aux écrits d'un économiste aussi éminent, a appelé l'attention publique sur la question du mouvement de la population en France et sur la lenteur avec laquelle s'accroît le nombre de ses habitants.

M. Léonce de Lavergne, en constatant le fait et en prenant pour témoignage la seule année 1873, a été amené à penser qu'il y avait là « une question fort grave »; qu'il devenait nécessaire de rechercher les causes auxquelles était dû un tel état de choses, et de préciser les influences qui agissent sur les mouvements de la population.

L'Académie des sciences morales et politiques, qui compte dans son sein plusieurs membres dont la haute compétence en cette matière est depuis longtemps établie, n'a pas été sans se préoccuper déjà d'une semblable situation, et il est très-vraisemblable que c'est sous l'empire d'une préoccupation de cette nature que l'Académie a donné comme sujet de l'un de ses plus récents concours l'étude des influences qui agissent sur les mouvements de la population.

Cette étude est des plus complexes et des plus vastes, et nous nous proposons d'en donner ici quelques aperçus généraux.

Pour le moment, tout en souscrivant dans une certaine limite aux appréhensions de M. de Lavergne, nous croyons qu'il ne faut pas se hâter, en semblable matière, de prendre des conclusions absolues.

L'exemple choisi par M. de Lavergne est évidemment de nature à justifier les craintes qu'il exprime, mais c'est en statistique surtout qu'il est bon d'étudier de longues périodes et de ne pas se limiter à des résultats partiels.

Dans la séance du samedi 26 août de l'Académie des sciences morales, M. Joseph Garnier, dont les travaux économiques font autorité, a très-judicieusement commenté la lettre de M. de Lavergne et montré que l'enquête désirée par son savant collègue était en réalité nécessaire, mais que la guerre de 1870-1871 paraissait avoir dû exercer encore une influence sur les chiffres du mouvement de la population de la France en 1873, et que, d'ailleurs, ce n'était pas le nombre *seul* des habitants d'un pays qu'il fallait considérer, mais surtout leur *valeur* au point de vue économique; et que, s'il n'y a pas de pire disette que celle des hommes, il est préférable pour un pays d'avoir une population relativement peu nombreuse, mais riche et prospère, que de compter un grand nombre d'habitants malheureux.

Il y a, en effet, dans cet ordre d'idées, deux courants bien distincts : les uns ne s'occupant que du chiffre brut de la population; les autres étudiant ce nombre, mais recherchant avec soin les éléments dont il se compose, et partant la valeur économique qu'il représente.

Nous donnons aujourd'hui le relevé de la population moyenne, des naissances, des décès et la différence qui existe entre ces deux chiffres, de 1801 à 1875; c'est

un document qu'il est bon d'avoir sous les yeux, car il est l'histoire de la France écrite par des chiffres.

Nous ne saurions résumer d'une manière assez concise les influences multiples qui ont agi sur la population de la France depuis soixante-quinze ans, pour les préciser en quelques lignes; car, à côté des causes normales et régulières, il y a les causes accidentelles et passagères.

Dans la première catégorie, il faut placer les influences atmosphériques et celles résultant des saisons, puis les influences telluriques, celles provenant du climat, de la race, des cultes, des faits économiques, de la densité de la population, des lois politiques, des lois sur le mariage et sur le recrutement, des mesures concernant les nouveau-nés; puis, au titre des causes accidentelles, il faut signaler l'influence des famines et des disettes, celle des guerres, celle de l'agriculture, celle du séjour des villes ou de l'abandon des campagnes; enfin, l'action ou utile ou délétère de l'alimentation et de l'hygiène publiques; celle des salaires, des professions, de la misère et de l'aisance, du célibat, de l'industrie, des épidémies, etc., etc.

La simple nomenclature des causes qui agissent sur les mouvements de la population est donc trop longue pour que nous tentions de la déterminer d'une manière précise, mais nous nous proposons d'en constater quelques-unes au moins dans leurs traits principaux.

La question reste à l'ordre du jour, et le recensement qui doit avoir lieu à la fin de 1876 sera un élément précieux de renseignements; mais dès aujourd'hui il n'est pas sans intérêt de présenter, d'une manière générale, le mouvement de la population depuis le commencement du siècle.

Le tableau ci-après donne ces résultats d'après les sources officielles :

ANNÉES.	POPULATION			EXCÉDANT des naissances sur les décès.			ANNÉES.	POPULATION			EXCÉDANT des naissances sur les décès.		
	MOYENNE.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	MOYENNE.	NAISSANCES.	DÉCÈS.		MOYENNE.	NAISSANCES.	DÉCÈS.			
1801	27,349,003	905,688	761,813	141,875	1838	34,189,735	963,099	817,501	145,598				
1802	27,859,685	918,703	772,058	146,645	1839	33,987,495	958,189	771,859	176,330				
1803	28,228,498	919,090	881,892	37,198	1840	33,173,825	952,387	803,989	148,398				
1804	28,597,305	907,305	897,734	109,571	1841	34,230,178	976,753	794,908	181,845				
1805	28,966,112	912,613	833,436	79,177	1842	34,457,282	982,990	825,938	157,052				
1806	29,107,425	916,179	781,827	30,361	1843	34,614,334	978,396	799,008	179,388				
1807	29,241,777	925,117	803,174	121,943	1844	34,793,722	959,484	768,026	191,458				
1808	29,363,720	912,840	773,773	141,067	1845	34,985,180	982,527	741,985	240,542				
1809	29,502,787	933,391	748,655	189,067	1846	35,400,486	965,866	820,918	144,948				
1810	29,637,523	931,799	730,282	184,736	1847	35,521,746	901,861	849,051	52,807				
1811	29,889,040	986,904	766,275	201,517	1848	35,574,553	940,156	836,693	103,463				
1812	30,049,680	883,945	769,531	160,829	1849	35,678,016	985,848	973,471	12,377				
1813	29,984,767	895,580	774,926	114,414	1850	35,690,393	954,240	761,610	192,630				
1814	29,799,865	994,082	872,980	120,654	1851	35,783,170	971,271	799,137	172,134				
1815	29,574,963	953,141	762,949	121,102	1852	35,953,984	964,959	810,737	154,222				
1816	29,250,061	968,934	723,699	190,192	1853	36,225,000	936,967	795,607	141,360				
1817	29,539,587	944,475	750,633	235,235	1854	35,910,496	923,461	992,779	-69,318 (1)				
1818	29,733,429	914,577	755,517	193,842	1855	35,974,930	902,336	937,942	-35,806 (1)				
1819	29,892,459	987,567	785,996	201,571	1856	36,039,364	952,116	837,082	115,034				
1820	30,094,030	951,981	769,300	182,681	1857	36,154,398	940,709	858,785	81,924				
1821	30,461,875	965,364	741,302	224,062	1858	36,236,322	969,343	874,186	95,157				
1822	30,788,550	972,632	777,037	195,595	1859	36,331,642	1,017,896	979,333	38,563				
1823	30,964,151	963,327	743,467	219,860	1860	36,522,404	956,875	781,635	175,240				
1824	31,174,011	994,153	764,138	220,020	1861	37,386,313	1,008,078	860,597	138,481				
1825	31,395,031	973,502	800,074	173,428	1862	37,522,463	995,167	812,978	182,189				
1826	31,858,937	992,266	837,610	151,656	1863	37,658,613	1,012,794	846,917	165,877				
1827	31,994,633	980,135	791,565	198,570	1864	37,794,763	1,005,880	860,330	145,550				
1828	32,183,200	976,949	837,516	139,433	1865	37,930,914	1,005,753	921,887	83,866				
1829	32,322,633	965,470	802,624	162,866	1866	38,067,064	1,006,258	884,673	121,685				
1830	32,485,479	968,000	808,400	159,600	1867	38,188,749	1,007,755	866,887	140,868				
1831	32,569,223	986,843	800,430	186,413	1868	38,329,617	984,140	922,038	62,103				
1832	32,831,247	937,434	933,800	3,634	1869	38,855,178	948,526	864,320	84,206				
1833	32,834,781	970,178	812,478	157,700	1870	36,985,212	943,515	1,046,909	-103,394 (1)				
1834	32,992,581	986,490	918,028	68,472	1871	36,544,067	826,121	1,271,010	-444,889 (1)				
1835	33,061,043	993,433	816,413	177,420	1872	36,102,921	966,000	793,064	172,936				
1836	33,540,910	979,746	747,668	232,078	1873	36,275,857	946,364	814,638	101,726				
1837	33,751,227	943,741	853,071	90,670	1874	36,377,684	953,652	781,709	171,943				

(1) Le signe — indique un excédant de décès.

En examinant de près les chiffres qui précèdent, on peut suivre pas à pas les causes si diverses et cependant si régulièrement identiques qui agissent sur la population; il y a dans cette variété apparente des résultats une loi générale qui ne peut échapper à celui qui, après avoir étudié les effets produits, remonte aux causes elles-mêmes.

Si, de ces chiffres annuels, sorte de bilans de la nation française, on tente de prendre les choses d'un peu plus haut et de ne plus considérer chaque année séparément, mais de les grouper, par exemple, par périodes décennales, on arrive alors à des résultats plus sérieux encore et qui prennent enfin le caractère de véritables lois; car, tout en ce monde est soumis à certaines règles qui dominent aussi l'espèce humaine.

Les moyennes décennales, dont certains statisticiens font un grand usage et qui, à beaucoup d'égards, donnent souvent de très-utiles enseignements, constatent de la manière suivante, de 1801 à 1875, le mouvement de la population en France :

PÉRIODES.	Moyennes.		EXCÉDANT		ACCROISSEMENT pour 100 habitants.
	POPULATION moyenne.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	des naissances sur les décès.	
1801-1810. . .	28,790,383	918,065	798,464	119,601	0.41
1811-1820. . .	29,774,787	942,919	773,184	169,735	0.57
1821-1830. . .	31,558,850	974,181	790,373	183,808	0.58
1831-1840. . .	33,358,433	967,194	828,023	139,171	0.41
1841-1850. . .	35,094,716	962,812	817,161	145,651	0.41
1851-1860. . .	36,195,436	953,593	866,722	86,871	0.24
1861-1870. . .	37,671,888	932,486	888,343	121,821	0.26
1871-1875. . .	36,325,119	924,034	922,539	1,495	0.05

Il résulte de ces chiffres, en les prenant tels quels et en les considérant comme absolument exacts, que l'accroissement de la population en France a été le plus fort pendant les deux périodes décennales 1821-1830 et 1811-1820; que, pendant vingt ans, de 1831 à 1851, il a été uniforme, et que de plus il a été semblable à celui de la période antérieure de dix ans, de 1801 à 1810; mais que, depuis 1851, il a été inférieur aux époques antérieures.

Les faits que constatent les chiffres ci-dessus confirment en tous points les judicieuses remarques de M. Léonce de Lavergne lorsqu'on ne considère que le nombre des habitants.

Si, enfin, nous prenons seulement les années les plus voisines de nous, nous avons des résultats que chacun peut alors mieux apprécier, car, sur chaque chiffre, il est possible de mettre la cause qui l'a produit.

De 1861 à 1875, l'accroissement pour 100 habitants de la population en France donne les proportions suivantes :

1861. . . . .	0.37	p. 100	1868. . . . .	0.16	p. 100
1862. . . . .	0.49	—	1869. . . . .	0.23	—
1863. . . . .	0.44	—	1870. . . . .	0.28	(1)
1864. . . . .	0.39	—	1871. . . . .	1.22	(1)
1865. . . . .	0.22	—	1872. . . . .	0.47	—
1866. . . . .	0.32	—	1873. . . . .	0.28	—
1867. . . . .	0.31	—	1874. . . . .	0.47	—

Ici, chaque rapport indique l'influence subie: non toujours l'année même, d'une manière absolue, mais il est la résultante des causes qui ont agi dans le cours de l'année et des douze mois précédents sur la population; c'est ainsi que, en dehors

(1) Diminution pour 100 habitants.

de l'effet immédiat de la guerre qui, dès 1870, donne une diminution de 0.28 habitants pour 100, et de 1871 qui atteint 1.22, nous voyons, au contraire, 1872 présenter un accroissement subit de 0.47 pour 100 habitants; ce qui est la preuve nouvelle de cette loi si bien établie, qu'après les guerres ou les disettes la nature cherche à réparer les pertes qu'elle a subies; mais, à côté de cette réaction, les effets ne s'en font pas moins sentir encore; aussi voit-on l'année suivante, 1873, descendre à un accroissement de 0.28 p. 100.

La mauvaise récolte de 1873 a, comme le constate très-judicieusement M. de Lavergne, exercé une influence sur ce résultat; mais n'y a-t-il pas lieu aussi d'attribuer à la guerre de 1870-1871 une partie de la diminution constatée en 1873?

Ajoutons que l'année 1874, en présentant un excédant de 171,943 naissances, est une donnée rassurante, car ce chiffre dépasse tous les excédants décennaux moyens de 1801 à 1875 (sauf celui de la période de 1821-1830).

Si donc certaines appréhensions sont justifiées et s'il est, selon nous, très-urgent d'étudier sérieusement la question, il n'y a pas, à parler rigoureusement, de péril absolu; il est bon néanmoins que l'état de choses actuel, et à certains égards persistant, soit signalé pour que l'on n'en prenne pas son parti et que l'on songe bien que la France se laisse beaucoup devancer par les autres nations européennes en ce qui est de l'accroissement brut de sa population.

Si l'on compare, en effet, comme nous l'avons fait, de 1800 à 1875, l'augmentation annuelle moyenne des divers États de l'Europe, on arrive à constater que la France est le pays qui met le plus de temps à doubler sa population.

Empressons-nous d'ajouter que cela ne veut pas dire que la France soit la nation la plus à plaindre et la plus à réformer en ce qui est de sa population; car, nous ne saurions trop le répéter, le *chiffre total* n'est pas, selon nous, la mesure absolument vraie de la richesse sociale d'une nation: il faut, avant tout, connaître sa valeur économique, c'est-à-dire la quantité de richesse que ce nombre d'habitants peut produire et qu'il consomme.

Il y a donc un double examen et comme deux aspects dans cette question de la population: bientôt nous essaierons d'indiquer, dans leurs grandes lignes et dans leurs traits principaux, les causes qui agissent et qui produisent ces deux résultats.

ANTONY ROULLIET.

---

#### Article de M. Toussaint Loua.

#### LE MOUVEMENT DE LA POPULATION EN FRANCE ET SON ÉTAT COMPARÉ A CELUI DES AUTRES POPULATIONS DE L'EUROPE.

L'état stationnaire de la population de notre pays, alors que celle de tous les pays voisins ne cesse de progresser, est en ce moment l'objet de la préoccupation générale. Cette grave question a été soulevée dans les colonnes de l'*Économiste français* par la lettre de M. L. de Lavergne, dont le cri d'alarme a eu dans la presse un si grand retentissement. M. Joseph Garnier l'a discutée à son tour, au sein de l'Académie des sciences morales, dans une note que l'*Économiste français* a reproduite. Enfin M. Antony Roulliet l'a traitée dans ce journal au point de vue surtout de l'exposition des faits (1).

---

(1) Voir l'*Économiste français* des 19 août, 2 et 16 septembre. Voir aussi, dans le numéro du 9 septembre, l'article de M. Paul Leroy-Beaulieu: *la Question de la population. Dialogue des morts entre Malthus et Cobden*, p. 333.

Pour mieux faire apprécier la situation actuelle, ce dernier a fait partir ses recherches du commencement du siècle et résumé le mouvement de la population de la France par périodes de dix ans. C'était la meilleure méthode à suivre, car les moyennes à longue portée peuvent seules mettre en lumière les faits constants, en annulant les circonstances accidentelles.

J'avais agi comme lui, et, dans ce qui va suivre, je ne ferai que compléter l'article inséré dans le numéro d'août 1872 du *Journal de la Société de statistique de Paris*. Dans cet article, les relevés du mouvement de notre population s'arrêtaient à l'année 1868. Je les continue aujourd'hui jusqu'en 1874 inclusivement.

Comme il me paraît inutile de reproduire les chiffres qui se trouvent déjà dans l'article de M. Roulliet, je me contenterai de fournir les résultats moyens annuels, par périodes décennales :

*Moyennes annuelles par périodes décennales.*

PÉRIODES.	POPULATION.	MARIAGES.	NAISSANCES(1).	DÉCÈS(1).	ACCROISSEMENT de la population par l'excédant des naissances sur les décès.
1801-1810 . . . . .	28,790,383	217,408	918,065	798,464	119,601
1811-1820 . . . . .	29,774,787	234,527	942,919	773,184	169,735
1821-1830 . . . . .	31,558,850	247,230	974,181	790,373	183,808
1831-1840 . . . . .	33,358,433	266,323	967,194	828,023	139,171
1841-1850 . . . . .	35,094,716	279,952	962,812	817,161	145,651
1851-1860 . . . . .	36,195,436	287,750	953,593	866,722	86,871
1861-1868 (8 ans).	37,883,327	301,726	1,002,852	872,776	130,076
1869-1874 (6 ans <sup>2</sup> ).	36,516,525	294,461	939,696	933,600	—2,904 (3).

Ainsi, depuis le commencement du siècle, la population de la France ne se serait accrue que de 7,726,142 habitants, ou de 27 p. 100, ce qui correspond à un accroissement moyen annuel de 0,40 p. 100 et, par conséquent, à une période de doublement d'environ 176 ans.

Dans ce même intervalle de 67 ans, les mariages se sont accrus de 35 et les décès de 17 p. 100, tandis que l'accroissement des naissances n'a été que de 2 p. 100. Il en résulte qu'actuellement, avec une population de 36 millions et demi d'habitants, il n'y a pas plus de naissances qu'il n'y en avait vers 1815, époque à laquelle notre population n'atteignait que 29 millions.

Mais il importe de serrer de plus près la question en rapportant successivement les divers éléments de l'état civil à la population correspondante.

*Proportion annuelle par 10,000 habitants.*

PÉRIODES.	MARIAGES.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	ACCROISSEMENT de la population.
1801-1810 . . . . .	76	319	277	42
1811-1820 . . . . .	79	317	260	57
1821-1830 . . . . .	78	309	250	59
1831-1840 . . . . .	80	290	248	42
1841-1850 . . . . .	80	274	233	41
1851-1860 . . . . .	79	263	239	24
1861-1868 . . . . .	80	266	230	34
1869-1874 . . . . .	80	255	256	— 1

(1) Les mort-nés ne sont compris ni aux naissances ni aux décès.

(2) A dater de 1869, les chiffres s'appliquent à la France actuelle, telle que l'ont réduite les traités.

(3) Excédant des décès.

On aperçoit déjà la portée de ces chiffres, mais pour avoir mieux la mesure des variations qui se sont produites, on peut prendre les rapports de la première période pour unité, et leur comparer ceux des périodes suivantes.

Sous cette nouvelle forme, les rapports qui précèdent se présentent ainsi :

PÉRIODES.	MARIAGES.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	ACCROISSEMENT de la population.
1801-1810.	1,000	1,000	1,000	1,000
1811-1820.	1,043	993	936	1,357
1821-1830.	1,037	968	903	1,405
1831-1840.	1,057	909	895	1,000
1841-1850.	1,059	860	840	976
1851-1860.	1,053	826	863	626
1861-1868.	1,055	835	831	857
1869-1874.	1,055	799	924 (1)	— 24

Ils montrent qu'en définitive la proportion des mariages a augmenté : mais entre les deux périodes extrêmes, il y a eu une diminution de 20 p. 100 dans la proportion des naissances et une diminution de 8 p. 100 seulement dans le taux de la mortalité.

De période à période, la diminution relative des naissances est continue; il en aurait été de même ou à peu près de la diminution des décès, sans la période 1851-1860 qui a été marquée par le choléra et les guerres de Crimée et d'Italie, mais surtout sans les années 1869-1874, pendant lesquelles nous avons subi des malheurs qui ne pourront jamais être oubliés.

Dans cette période néfaste, il faut distinguer l'année 1869, pendant laquelle nous étions encore en paix, les deux années 1870 et 1871, qui ont été éprouvées par l'invasion allemande, et aussi par l'insurrection, et enfin les années 1872, 1873 et 1874, qui commencent, il faut l'espérer, l'ère de notre réparation.

Dans le tableau suivant, le mouvement de notre population est résumé pour chacune de ces années.

*Mouvement de la population de la France, de 1869 à 1874, chiffres absolus.*

ANNÉES.	MARIAGES.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	ACCROISSEMENT de la population.
1869 . . . . .	303,482	948,526	864,320	84,206
1870 . . . . .	223,705	943,515	1,046,909	— 103,394 (2)
1871 . . . . .	262,476	826,121	1,272,010	— 444,889 (2)
1872 . . . . .	325,754	966,000	793,064	172,936
1873 . . . . .	321,238	946,364	844,588	101,776
1874 . . . . .	303,113	952,652	781,709	171,943

*Rapport pour 10,000 habitants.*

ANNÉES.	MARIAGES.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	ACCROISSEMENT de la population.
1861-1868 (période) . .	80	266	230	36
1869 . . . . .	82	257	234	23
1870 . . . . .	60	255	283	— 28 (3)
1871 . . . . .	72	226	348	— 122 (3)
1872 . . . . .	98	267	219	48
1873 . . . . .	89	261	233	28
1874 . . . . .	83	262	215	47

(1) A dater de 1869, les chiffres s'appliquent à la France actuelle, telle que l'ont réduite les traités.

(2) Excédant de décès.

(3) Diminutions.

Ces rapports sont malheureusement trop significatifs. Si, après les événements de 1870 et 1871, qui ont fait descendre le nombre des mariages à 60 et 72 pour 10,000 habitants, le rapport s'est subitement relevé, en 1872, à 98, chiffre tout à fait extraordinaire et qui ne s'était jusqu'alors jamais rencontré, les deux années suivantes amènent déjà une décroissance marquée, qui nous reporte rapidement aux résultats des années antérieures à 1869. Le chiffre des naissances, qui, dans les trente premières années de ce siècle, dépassait 309 pour 10,000 habitants, est descendu, en 1871, jusqu'à 226, et le faible progrès de 1872 ne se continue plus les années suivantes.

La diminution des naissances, c'est là le point capital, et l'accroissement des mariages qui s'est produit en 1872 n'a pu arrêter ce déficit. Que sera-ce si, comme on a lieu de le craindre, la diminution des mariages ne fait que s'accroître ?

Notre population croît cependant, parce qu'en même temps que les naissances diminuent, la mortalité décroît dans une plus forte proportion. Mais il suffit d'une épidémie, d'une guerre, d'une mauvaise récolte pour arrêter ce faible mouvement en avant. Pendant ce temps-là, comme l'*Économiste français* l'a justement fait observer, des populations qui nous sont déjà égales en nombre augmentent tous les jours, et bientôt l'équilibre sera rompu.

Je pense, toutefois, que la méthode adoptée pour mesurer ces accroissements, — méthode fort exacte quand il s'agit d'un pays qui, comme le nôtre, n'offre qu'un chiffre presque insignifiant d'émigration, — laisse beaucoup à désirer et doit même être considérée comme inexacte, l'orsqu'on l'applique à des pays qui, comme l'Angleterre, les États scandinaves, l'Allemagne, etc., comptent chaque année un très-grand nombre d'émigrants. Il faudrait alors ajouter le nombre de ces émigrants à celui des décès pour établir la différence, et, dans ce cas, on verrait considérablement diminuer le taux d'accroissement.

Il faut tenir compte aussi, quand on compare notre pays aux États étrangers, de la distribution par âge de leurs populations respectives. C'est une recherche que j'ai essayé de faire et dont je livre ici les résultats.

Partant de ce principe que c'est dans la population masculine de 20 à 50 ans qu'on recrute les immenses armées que chaque nation croit nécessaires à sa défense, j'ai cherché le rapport de cette population à la population générale des divers États.

En voici le tableau, d'après les documents officiels les plus récents :

DATE des recense- ments.	ÉTATS.	POPULATION		HOMMES de 20 à 50 ans par 100 habitants.
		mâle de 20 à 50 ans.	totale du pays.	
1872.	France . . . . .	7,592,853	36,102,921	21
1871.	Autriche . . . . .	4,121,469	20,394,980	20.2
1869.	Pays-Bas . . . . .	714,246	3,579,411	20
1866.	Belgique . . . . .	961,000	4,827,833	20
1871.	Bavière . . . . .	958,758	4,852,026	19.8
1870.	Danemark . . . . .	350,130	1,784,741	19.6
1871.	Hongrie . . . . .	3,016,332	15,417,327	19.6
1871.	Prusse . . . . .	4,829,337	24,699,847	19.5
1871.	Saxe . . . . .	500,000	2,566,244	19.5
1871.	Wurtemberg . . . . .	350,408	1,818,220	19.3
1870.	Suède . . . . .	802,496	4,168,525	19.2
1866.	Norvège . . . . .	321,025	1,701,756	18.9
1871.	Royaume-Uni . . . . .	5,797,808	31,629,299	18.3

La France tient, comme on le voit, la tête de cette liste : sur 4,000 habitants elle peut disposer de 210 hommes de 20 à 50 ans, tandis que la Prusse, par exemple, n'en possède que 195. Et comme ici les chiffres absolus sont plus significatifs que les rapports, ajoutons que la France compte actuellement 7,600,000 individus en âge de porter les armes, lorsque la Prusse n'en a que 4,900,000. Enfin l'empire allemand tout entier fournirait, dans ces conditions, un effectif de 8,000,000 d'hommes, chiffre très-peu supérieur à celui de notre pays.

Il y aurait bien un autre moyen de mesurer plus exactement qu'on ne le fait, avec l'excédant des naissances sur les décès, l'accroissement des populations : ce serait de recourir aux dénombrements officiels ; mais les modifications de territoire ont été telles depuis 1860, en Allemagne, en Italie, en France et ailleurs, que j'ai renoncé provisoirement à faire cette recherche.

En résumé, de quelque façon qu'on s'y prenne, il reste un fait indéniable : c'est que la France ne produit pas assez d'enfants, et qu'elle tend à l'état stationnaire. Quelques économistes s'en émeuvent peu, en considérant que ce résultat a pour contre-partie une élévation considérable de la vie moyenne. Or, si l'on se reporte au volume vraiment remarquable que le service de la statistique générale de France a publié, en 1870, sur les mouvements comparés de la population des divers États, on voit que si la Prusse, l'Espagne, l'Italie, qui sont au premier rang pour la fécondité, occupent le dernier pour la durée de la vie moyenne, la France, dont la population est la moins féconde de l'Europe, vient, pour la durée de la vie, après la Grande-Bretagne et la Belgique, pays relativement féconds, quoique prospères. D'où cette conclusion qu'une longue durée de la vie peut s'associer, chez certains peuples, à une grande fécondité. Qu'on développe l'hygiène, qu'on arrive à préserver la vie de nos jeunes enfants, et nos naissances pourront augmenter sans que la durée moyenne de la vie soit atteinte, et l'aisance générale diminuée.

TOUSSAINT LOUA.

---

· Note de M. le D<sup>r</sup> de Séré.

Parmi les causes qui tendent à amener le ralentissement de la population, les épidémies, le choléra surtout, doivent être placées en première ligne.

Ce n'est pourtant pas là l'opinion qu'ont accréditée un grand nombre d'hygiénistes et de statisticiens, et d'après laquelle il résulterait que la diminution de mortalité, très-réelle d'ailleurs, qui se produit dès la première année qui suit celles qui ont été atteintes par ces épidémies, serait suffisante pour réparer, en dix ou douze ans, les pertes qu'elles ont causées, de sorte qu'en comparant entre elles des périodes décennales, leur trace disparaîtrait ou à peu près, et la mortalité générale en serait peu affectée.

Les médecins et hygiénistes étaient amenés à cette manière vraiment consolante d'apprécier les faits, parce qu'ils étaient persuadés que toute épidémie frappe de préférence les éléments débiles et inférieurs de la population, et enlève prématurément ceux dont la chétive existence était déjà mesurée. Si, au point de vue de l'humanité, il y a lieu de désirer la conservation de tous les membres de la communauté, même de ceux qui sont destinés à souffrir et à disparaître, néanmoins les partisans de la sélection et la plupart des économistes se consolent de voir

périr ces malheureux, dans la pensée que dans un temps très-court la population se maintiendrait à son chiffre normal, mais purgée de ses éléments malsains et par conséquent plus forte et plus puissante. Il leur paraît d'ailleurs que la conséquence naturelle de ces décès est d'amener plus d'aisance chez les survivants que ces décès ont favorisés d'héritages anticipés, et de faciliter ainsi les mariages et par suite l'accroissement des naissances.

Si, par suite de raisons de ce genre, les épidémies perdent aux yeux de ces savants le caractère affreux de destruction que leur attribue le sentiment public, il n'en est plus de même de la guerre, qui est absolument condamnée par tout le monde, parce qu'elle produit une perte sèche et irréparable de la population, dont les éléments d'élite, les plus sains et les plus vigoureux, se trouvent fauchés sans la moindre compensation.

Or, il résulte du tableau que MM. Roulliet et Loua ont inséré dans les articles qu'on vient de lire, que les principales destructions qui se sont produites dans l'accroissement de notre population correspondent aux dates bien connues des invasions cholériques. Enfin lorsque la guerre se joint au choléra, les résultats sont vraiment désastreux.

C'est donc à tort que les hygiénistes auxquels nous avons fait allusion, attribuent à la sélection des conséquences favorables au développement de la population. On voit au contraire, dans cette série de chiffres, que la compensation à laquelle ils voudraient faire croire n'a jamais lieu, du moins en ce qui concerne le mouvement de la population. Il n'est que trop vrai que ce mouvement se ralentit sans cesse, il n'y a d'exception que pour la période de 1815 à 1830. Et rien ne pouvait mieux mettre en évidence l'ère réparatrice de la Restauration.

D<sup>r</sup> DE SÉRÉ.

---